



Pénurie de main-d'œuvre, Politique européenne

Initiative du chaos: ***une menace pour la prospérité et la stabilité*** de la Suisse

16.12.2025

D'un coup d'oeil

- Un plafonnement strict de la population entraînerait une grande incertitude, car cela aggraverait la pénurie de main-d'œuvre et mettrait encore plus sous pression notre système de retraite
- L'initiative ne tient pas compte du vieillissement de la population et engendre bureaucratie, incertitude et instabilité
- Au lieu de plafonds rigides, il faut des mesures ciblées pour augmenter la productivité et mieux exploiter le potentiel de main d'œuvre locale

Lors de sa séance du 15 décembre, le Conseil des États a rejeté l'initiative UDC «Pas de Suisse à 10 millions!» (initiative pour la durabilité). C'est un signal important. Car ce qui, à première vue, peut sembler une réponse

aux questions d'immigration aurait en réalité un dangereux effet boomerang: l'initiative menace gravement la prospérité, le fonctionnement et la stabilité de la Suisse. Ce n'est donc pas un hasard si les milieux politiques ont baptisé cette initiative «l'initiative du chaos».

Chaos assuré en cas d'acceptation

Le fait que l'initiative prévoie de limiter durablement la population à un maximum de 10 millions de personnes est particulièrement problématique. Des restrictions drastiques devraient déjà s'appliquer à partir de 9,5 millions d'habitants. Avec un plafonnement rigide, le chaos est inévitable. Ces prochaines années, le nombre de personnes qui partiront à la retraite sera nettement supérieur à celui des jeunes entrant sur le marché du travail pour prendre la relève. À l'avenir, de moins en moins de personnes actives devront donc subvenir aux besoins de toujours plus de retraités. Si nous ne pouvons plus recruter de main d'œuvre étrangère dont nous avons pourtant besoin, la Suisse entrera dans un cercle vicieux: dans les restaurants et les hôtels, les hôpitaux, les kiosques, les EPF ou dans le secteur des exportations, il manquera du personnel étranger partout. L'initiative aggrave donc la pénurie de main-d'œuvre existante et met notre système de prévoyance vieillesse encore plus sous pression. Elle fait baisser notre qualité de vie à tous et menace sérieusement la prospérité de la Suisse. Sans immigration, la prise en charge dans les institutions sociales, tout comme leur financement, risquent également de s'effondrer.

L'initiative n'apporte pas de solution, mais crée de nouveaux problèmes

Au lieu d'aborder de manière constructive les défis réels posés par l'immigration, l'initiative crée de nouveaux problèmes. Avec le vieillissement de la population, caractérisé par un nombre croissant de départs à la retraite et un taux de natalité en baisse, une immigration contrôlée est indispensable. L'immigration se poursuivrait même si la Suisse dénonçait la libre circulation des personnes, comme le demande l'initiative. Mais au lieu que les besoins des employeurs garantissent une immigration adaptée au marché du travail, un système de contingents serait probablement introduit. La Suisse connaissait ce système avant l'introduction de la libre circulation des personnes.

Un retour à ce système inefficace augmenterait la bureaucratie et rendrait le recrutement plus coûteux, sans pour autant limiter efficacement l'immigration. Reste à savoir quels secteurs devraient à l'avenir se passer de la main-d'œuvre étrangère dont ils ont urgemment besoin. Cela constituerait un problème majeur, notamment pour l'avenir de la recherche, de la gastronomie et de l'hôtellerie, du secteur de la santé et de l'économie d'exportation. Les responsables politiques devraient à l'avenir réagir par des restrictions et des mesures d'urgence de plus en plus strictes, ce qui entraînerait une incertitude et une instabilité accrues.

Conclusion: un boomerang pour la Suisse

L'initiative du chaos ne résout aucun problème, mais crée de nouveaux risques pour notre niveau de vie, le fonctionnement de nos services publics et nos entreprises, ainsi que pour notre stabilité sociale. Au lieu de plafonds rigides, il faut des mesures ciblées pour augmenter la productivité, mieux utiliser le potentiel de main-d'œuvre nationale et mettre en œuvre de manière cohérente les politiques en matière d'asile, de logement et d'infrastructures. C'est la seule façon pour la Suisse de rester un site attractif et prospère à l'avenir. Une politique qui aggrave la pénurie de main-d'œuvre tout en mettant en péril les relations avec l'UE compromet la qualité de vie et la prospérité de toutes les personnes vivant en Suisse.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation